

VEILLE NUMERIQUE - ROYAUME-UNI

Economie numérique et régulation, télécommunications et réseaux, données, écosystème *tech*

SOMMAIRE

Fait marquant

- L'autorité de la concurrence britannique publie ses lignes directrices sur le futur cadre de régulation des marchés numériques

Economie numérique et régulation

- Le gouvernement britannique veut réformer les clauses de non-concurrence pour favoriser la création de start-ups
- Le Trésor britannique lance un appel à contribution sur l'application de la TVA aux services de l'économie du partage

Télécommunications et réseaux

- Le gouvernement publie une stratégie de diversification de la chaîne de valeur de la 5G
- Le régulateur britannique des télécommunications appelle le gouvernement à adopter un nouveau cadre pour l'audiovisuel public

Données

- Le gouvernement publie un *Data Quality Framework* pour améliorer la gestion de la donnée dans le secteur public

Ecosystème tech

- Avec le lancement de *Facebook News* au Royaume-Uni, *Facebook* s'engage à rémunérer les grands organes de presses britanniques
- *Just Eat* annonce la création de 1 000 emplois encadrés par un salaire horaire, créant un précédent dans la *gig economy*

Principales levées de fond de startups britanniques entre le 30 novembre et le 13 décembre 2020 :

- Sedna, Software (alternative aux e-mails d'entreprise) : Série A, 10 M\$
- Primer, FinTech (plateforme de paiements ouverts) : Série A, 14 M£
- Infogrid, AI (entreprise de *smart building*) : Série A, 11,5 M£
- Pocket, FinTech (services financiers aux clients vulnérables) : Série B, 15 M£
- Cleo, FinTech (chatbot de conseils en finances) : Série B, 44 M\$
- MEL Science, EdTech (plateforme éducative sur les sciences) : Série C, 14 M\$
- Weaveworks, Cloud (plateforme de gestion de Kubernetes) : Série C, 36 M\$
- Doctor Care Anywhere, HealthTech (application de médecine à distance) : Série C, 55,7 M£

- [Hungry Panda](#), *Delivery* (livraison de repas pour clients de langue chinoise) : [Série C, 70 M\\$](#)
- [Endomag](#), *HealthTech* (traitements des cancers du sein) : [Série D, 15 M£](#)
- [Roxi](#), *MediaTech* (plate-forme de streaming musical) : [Venture Round, 13 M£](#)
- [Updraft](#), *FinTech* (application de gestion financière automatisée) : [Equity & Debt, 16 M£](#)
- [Glasswall](#), *Cyber* (protection contre les documents porteurs de virus) : [Equity Capital, 18 M£](#)
- [Outfund](#), *FinTech* (prêts bancaires aux PME en ligne) : [Late Seed, 37 M£](#)
- [GoHenry](#), *FinTech* (formation des mineurs à la gestion financière) : [Venture Round, 40 M\\$](#)
- [Monzo](#), *FinTech* (banque en ligne), [Venture Round, 60 M£](#)
- [Disclaimer](#), *Software* (plateforme de gestion de signatures) : [Private Equity, 100 M£](#)

Rapports [en anglais]

- [Review into bias in algorithmic decision making, Center for Data Ethics and Innovation, November 2020](#) : le rapport de cet organe indépendant, créé en 2019 pour développer une gouvernance adaptée des technologies fondées sur la donnée, fait le bilan de l'utilisation d'algorithmes dans les processus de décision concernant des individus dans 4 secteurs clés (police, administration territoriale, services financiers et recrutement). Ses principales recommandations sont : la mise en place d'une obligation de transparence dans les administrations publiques utilisant des algorithmes ayant un impact significatif sur les individus, l'évaluation obligatoire par les organisations de leurs algorithmes afin d'identifier et atténuer les biais et la publication par le gouvernement de directives clarifiant l'application de l'*Equality Act* à la prise de décision algorithmique.
- [Reviving and rebalancing regional economies through manufacturing, Make UK, 2020](#) : Une des principales recommandations de la fédération d'industriels au Gouvernement pour atteindre son objectif de « nivellement par le haut » (*levelling up*, stratégie de réorientation de dépenses vers le développement des territoires défavorisés) est de faire de la connectivité numérique la première priorité, et, notamment, d'accélérer le déploiement national de la 5G et du réseau haut débit.

FAIT MARQUANT

L'autorité de la concurrence britannique publie ses lignes directrices sur le futur cadre de régulation des marchés numériques

Après l'annonce par le gouvernement de la création d'une nouvelle autorité de régulation des *Big Tech* - la *Digital Markets Unit* (DMU) -, la *Competition and Markets Authority* (CMA) a [publié](#) le 8 décembre ses indications sur le nouveau régime de régulation des marchés numériques. Ce régime s'appliquera aux entreprises technologiques avec un « statut stratégique de marché », c'est-à-dire avec un pouvoir de marché substantiel, et son respect sera contrôlé par la DMU. Les trois piliers clés du cadre proposé sont les suivants :

- Un code de conduite juridiquement contraignant pour chaque entreprise « au statut stratégique de marché », supervisé par la DMU. Ce code, dont la violation pourra être punie de « sanctions importantes », a pour but d'encadrer le pouvoir de marché de ces entreprises, et d'éviter qu'elles en tirent profit aux dépens de leurs utilisateurs ou d'entreprises concurrentes ;

- Des « interventions pro-concurrentielles » telles que des exigences d'interopérabilité (offrant aux consommateurs un meilleur contrôle de leurs données), afin de promouvoir des conditions de concurrence équitables ;
- Des règles renforcées en matière de fusion, afin de permettre à la CMA d'enquêter plus étroitement sur les transactions entre entreprises au « statut stratégique de marqué ».

Les propositions seront soumises à consultation et le gouvernement s'est engagé à mettre en place définitivement le nouveau régime au début de l'année 2021.

ECONOMIE NUMERIQUE ET REGULATION

Le gouvernement britannique veut réformer les clauses de non-concurrence pour favoriser la création de start-ups – Le gouvernement a lancé le 4 décembre une [consultation](#) sur la réforme des clauses dites de non-concurrence dans les contrats de travail. Ces dernières incluent généralement des restrictions qui désincitent les employés à créer une entreprise concurrente après leur départ, comme par exemple l'interdiction de contacter des anciens clients pendant une période donnée. Le gouvernement veut ainsi favoriser, en particulier dans le secteur technologique, une culture d'entreprise similaire à celle de la *Silicon Valley*, où la législation californienne rend les clauses de non-concurrence inapplicables et renforce ainsi la libre-circulation des talents et la création d'entreprises. Selon le [Financial Times](#), cette réforme a également pour objectif de renforcer l'attractivité de l'écosystème britannique après sa sortie de l'Union européenne.

Le Trésor britannique lance un appel à contribution sur l'application de la TVA aux services de l'économie du partage – Dans son [document](#) publié le 10 décembre, il indique vouloir « *assurer une concurrence loyale et des conditions équitables pour toutes les entreprises, qu'elles opèrent dans l'économie du partage ou en tant qu'entreprises traditionnelles, quelle que soient leur taille et localisation* », en modifiant les règles de la TVA pour les transactions réalisées sur les plate-formes telles qu'*Uber* ou *Airbnb*. En effet, les règles actuelles de calcul de la TVA excluent, selon le gouvernement, plus de 5 M de personnes offrant des services à travers ce genre de plate-formes (chauffeurs sur *Uber* ou propriétaires sur *Airbnb*), car leurs revenus annuels sont inférieurs à la limite des 85 000 £, au-dessus desquels une entreprise est redevable. Selon le [Financial Times](#), cette proposition permettrait au gouvernement de financer en partie les dépenses liées à la crise sanitaire, le potentiel de ressources fiscales équivalant à plusieurs milliards de livres sterling.

TELECOMMUNICATIONS ET RESEAUX

Le gouvernement publie une stratégie de diversification de la chaîne de valeur de la 5G – En parallèle de la *Telcommunications Security Bill*, visant à renforcer la sécurité des réseaux et déposée devant le Parlement le 24 novembre, le gouvernement a [publié](#) le 30 novembre la *5G Supply Chain Diversification Strategy*. Elle vise à rendre les réseaux de télécommunications moins dépendants d'un nombre réduit de fournisseurs, et notamment de ceux considérés « à haut risque » (dont *Huawei*), et se décline en 3 axes : (i) soutenir les fournisseurs historiques ; (ii) attirer de nouveaux fournisseurs sur le marché britannique et (iii) accélérer le déploiement de solutions d'interfaces ouvertes (notamment la technologie *Open RAN*, qui permet de dissocier les fournisseurs de *hardware* et de *software*). 250 M£ seront alloués à cette stratégie, qui financeront entre autres un projet de test de technologie *Open RAN* avec l'équipementier japonais *NEC* et un centre de R&D dédié aux télécoms (*UK National Telecoms Lab*), chargé de tester la sécurité et résilience des réseaux.

Le régulateur britannique des télécommunications appelle le gouvernement à adopter un nouveau cadre pour l'audiovisuel public – Dans une [consultation](#) publiée le 8 décembre, l'OFCOM propose un nouveau cadre réglementaire adapté à l'ère digitale, dans un contexte où l'audiovisuel public est fortement concurrencé par les plateformes de *streaming* et a « peu de chances de survie ». Il recommande notamment d'obliger les producteurs de télévisions connectées à faire apparaître sur leur page d'accueil les onglets des chaînes de l'audiovisuel public, tout en donnant à ces dernières le pouvoir juridique d'obtenir des « conditions équitables » de rémunération de leur contenu.

DONNEES

Le gouvernement publie un *Data Quality Framework* pour améliorer la gestion des données dans le secteur public – L'objectif de ce « cadre de qualité des données » est de donner aux fonctionnaires les outils pour vérifier que les données utilisées sont « adaptées au besoin » de la prise de décision. Il définit par exemple des principes de qualité de la donnée, ainsi que des lignes directrices pour évaluer des jeux de données. Le [Data Quality Framework](#) concrétise est un des engagements de la *National Data Strategy* publiée en septembre.

ECOSYSTEME TECH

Avec le lancement de *Facebook News* au Royaume-Uni, *Facebook* s'engage à rémunérer les grands organes de presses britanniques – Le réseau social américain, qui lancera en janvier 2021 au Royaume-Uni une nouvelle section dédiée aux actualités sur sa plateforme, a [annoncé](#) le 30 novembre la conclusion d'accords avec les principaux organes de presse concernant la rémunération de ces derniers pour la licence de leurs articles. *Facebook* s'engage ainsi publiquement à payer les éditeurs pour l'utilisation de leur contenu dans *Facebook News*, qui proposera une sélection personnalisée des principaux articles de la journée. Cette annonce intervient alors que le gouvernement vient d'annoncer la création un organe de régulation des *Big Tech*, dont la mission est notamment d'assurer aux organes de presse des conditions équitables de monétisation de leurs contenus sur les réseaux sociaux.

Just Eat* annonce la création de 1 000 emplois encadrés par un salaire horaire, créant un précédent dans la *gig economy – La plate-forme de livraison de repas a annoncé un plan de recrutement de 1 000 coursiers à Londres, qui bénéficieront d'un salaire horaire supérieur au salaire minimum, ainsi que d'autres garanties telles que des congés payés, congés-maladie et des cotisations au système de retraite. Les livreurs ne seront pas employés directement par *Just Eat* mais par l'agence de ressources humaines *Randstad*, qui leur proposera des contrats de travail à temps plein, temps partiel ou « zéro heure » afin de maintenir la flexibilité des horaires de travail. *Just Eat* est la première plate-forme de livraison au Royaume-Uni à octroyer de telles protections à ses coursiers, créant ainsi un précédent, dans un contexte où les syndicats des travailleurs de plate-formes, estimés à 5 millions, continuent leur campagne pour obtenir de meilleures conditions de travail.

Copyright – tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du service économique régional de Londres (adresser les demandes à : londres@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité – le service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Veille rédigée par Alice WODA (attachée numérique) et revue par Stanislas GODEFROY (chef du pôle sectoriel).